



Conférence Nationale du PCF L'Alternative, c'est maintenant !

Page 3

Les Nouvelles

Bimensuel édité
par la Fédération
de Loire-Atlantique
du Parti Communiste
Français

de Loire Atlantique

Pour tout renseignement :
02 40 35 03 00
ou redac.nla@orange.fr

Numéro 988

20 novembre 2014

prix : 0,70 €

ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'INDUSTRIE

LE GRAND DÉBAT



27 novembre 2014

Saint-Nazaire

20H30

Salon République

Le Paquebot - Avenue de la République

Pour un monde de
paix et de solidarité

P2

Etats Généraux
de l'Industrie

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF sera en Loire-Atlantique le 27 novembre

P4

Mobilisation contre
l'austérité



1500 personnes à Nantes

P4

Aux urnes dans la
fonction publique

P5

Un communiste
dans l'histoire

Pierre Daix

P6

Assemblée générale
de l'ADECR 44

Des élus communistes et républicains mobilisés au service de l'intérêt général

P7

Pierre Laurent
secrétaire national du PCF

Christophe Clergeau PS

Jean-Philippe Magnen EELV



Une nouvelle guerre froide menace l'Europe ?

L'Allemagne célébrait le 25^e anniversaire de la chute du mur de Berlin, alors que les combats entre ukrainiens «pro-occidentaux» et «prorusses» redoublaient d'intensité. La «guerre froide» qui devait cesser à la suite de la dissolution de l'URSS et du pacte de Varsovie s'est ranimée en 2014. Sur cette situation inquiétante, Mikhaïl Gorbatchev, a tiré la sonnette d'alarme. La fin de la division de l'Europe pouvait déboucher sur un nouveau système de sécurité collective. **Aujourd'hui, le père de la perestroïka, n'hésite plus à dire qu'il a été trompé par les Occidentaux.** «Profitant de l'affaiblissement de la Russie, l'Occident et spécialement les Etats-Unis tentent d'asseoir leur domination mondiale, avec l'élargissement de l'OTAN jusqu'aux frontières russes dans les pays baltes, les bombardements de la Yougoslavie en 1999, le déploiement d'un système antimissile en Europe, l'invasion de l'Irak, l'intervention en Libye et les pressions sur la Syrie». **Dans quelle mesure le climat de tension qui s'est installé entre les Occidentaux (Etats-Unis et Union européenne) et la Russie tout particulièrement à propos du conflit ukrainien favorise-t-il le plus grand intérêt porté par Moscou pour l'Asie ?**



L'actualité politique dans le monde 2

Point de vue

par Robin Salecroix



Responsabilité et combativité, deux mots qui peuvent résumer l'état d'esprit des communistes dans cette période grave où le gouvernement trahi chaque jour un peu plus la confiance accordée par les français en 2012. Combativité réelle de ces milliers de femmes et d'hommes militants associatifs, syndicalistes ou politiques qui se démènent au quotidien pour rendre toujours plus réelles les valeurs de solidarité et d'égalité. Les enjeux de notre programme, de nos batailles de proximité, de notre adresse aux français étaient à l'ordre du jour de notre dernière conférence nationale. Plus de 800 délégués ont ainsi échangés pendant deux jours sur les priorités politiques qui doivent nous guider dans la prochaine période

Ancré dans les luttes de notre département et de notre pays, **notre parti feraille pour faire entendre la voix des plus humbles dans les entreprises et dans les quartiers à l'image du rassemblement ayant eu lieu le 15 novembre.** Plusieurs centaines de participants rassemblés à l'appel du front de gauche, de l'intersyndicale FSU / Solidaires / CGT et d'associations. Ce processus visant à rassembler à gauche autour de valeurs et d'un projet alternatif à l'austérité se prolongera dans un second temps, avec notre secrétaire national à Saint-Nazaire ! L'occasion de clore nos états généraux de l'industrie le

« la voie de la satisfaction des besoins humains, du développement productif est la seule alternative crédible aux dogmes financiers. »

27 novembre et de montrer que la voie de la satisfaction des besoins humains, du développement productif est la seule alternative crédible aux dogmes financiers.

Pour reprendre les termes de Pierre Laurent **«Plus que jamais notre pays a besoin de cette force communiste pour travailler à faire sens, à fabriquer du commun. Pour beaucoup, dans ces temps tourmentés, angoissants, nous représentons l'assurance de ne pas transiger sur les principes, sur les valeurs tout en travaillant sans exclusive et humblement aux alternatives politiques».**

Dans une période où les chemins du redressement, de l'emploi, de la hausse des salaires peut paraître pour beaucoup lointain, le PCF est là. Nous ferons en sorte, d'être sans relâche la cheville ouvrière de la contre-offensive idéologique et du rassemblement que nous voulons majoritaire, pour changer nos vies dès aujourd'hui.

« Pour un monde de Paix et de Solidarité ! »

Lydia SAMARBAKSH chargée des relations internationales (extraits)



...L'embrasement et le basculement du Proche et Moyen-Orient, la crise ukrainienne et les guerres en Afrique de l'Ouest ne cessent d'inquiéter nos compatriotes souvent persuadés que l'action politique, diplomatique est inopérante et que nous sommes réduits à l'impuissance et à la logique de l'affrontement, il faut résister à cette idée.

La phase ouverte, il y a 25 ans, avec la chute du Mur de Berlin et la domination américaine, atlantiste et du capitalisme financiarisé sur les relations internationales, ne s'est pas traduite par l'avènement d'une ère de «paix»... Commence à émerger à présent, la prise de conscience que l'ordre international ne peut être le fait de quelques grandes puissances et de leurs alliés, lesquels n'hésitent pas à soutenir et armer des forces politiques réactionnaires pour déstabiliser des régions entières... s'impose l'idée que si l'ONU n'existait pas, il faudrait l'inventer.../...

Des propositions pour la paix au Proche-Orient...

Notre engagement pour la paix et la solidarité s'est traduit ces derniers mois contre la guerre unilatérale menée par Israël contre le peuple palestinien, contre les interventions à direction états-unienne et française en Irak, et en soutien à la population de la ville de Kobané, en soutien aux réfugiés d'Irak et de Syrie et aux combattants du PYG et du PKK attaqués et massacrés par les forces armées de l'organisation de l'Etat Islamique. Cette action militante a été déterminante et reconnue par

De vous à moi

La main dans le sac ! Des journalistes d'investigation ont révélé que 340 multinationales avaient profité d'avantages fiscaux dans le grand-duché du Luxembourg, au cœur de l'U.E. En tête, le suédois Ikéa, des banques, les géants d'internet (Apple, Amazon), de l'énergie (Gazprom, General Electrics)...les français Axa, Crédit agricole, Caisse d'épargne... L'ennui, c'est que ces révélations concernent la période 1995-2013, alors que le premier ministre du Luxembourg était Mr Junker ! Celui là même qui vient d'être adoubé par la droite et les sociaux démocrates européens comme nouveau président de la commission européenne, après avoir été de 2005 à 2013 président de l'Eurogroupe (ministres des Finances de la zone euro). «Avec ses 37.000 euros de salaire mensuel, le grand capital financier à su choisir un serviteur zélé». **Patrik Le Hyaric député européen en appelle avec la G.U.E à une motion de censure.**

nos amis palestiniens, irakiens, syriens et kurdes. Le 11 décembre, les sénateurs communistes proposeront d'adopter une résolution sur la reconnaissance de l'Etat palestinien.

...et en Ukraine.

Le président Porochenko élu le 25 mai dernier a cru pouvoir régler militairement la profonde crise sociale et politique qui secoue l'Ukraine - un feu sur lequel l'Union européenne, les Etats-Unis, l'OTAN elle-même ont jeté de l'huile en accroissant les pressions pour imposer l'accord d'association et les prêts conditionnés du FMI, en déployant des forces armées aux frontières de la Russie et en préférant imposer des sanctions économiques plutôt que de reconnaître la Russie, si ce n'est comme un partenaire au moins comme un interlocuteur.

Nous ne nous faisons aucune illusion sur la politique de la Russie dirigée par Poutine. Mais ce qui se déroule en Ukraine est d'abord une crise nationale. Ce n'est pas une politique belliqueuse, agressive et atlantiste qui lui permettra de sortir de ce marasme. La situation économique désastreuse va empirer, et les circonstances des dernières élections où les forces démocratiques et progressistes, parmi lesquelles le Parti communiste d'Ukraine, ont été empêchées de participer pleinement, confirment le poids et l'influence de l'extrême droite nationaliste et populiste en Ukraine. **La raison commande là encore de changer de méthode et de faire prévaloir l'action diplomatique véritable.**

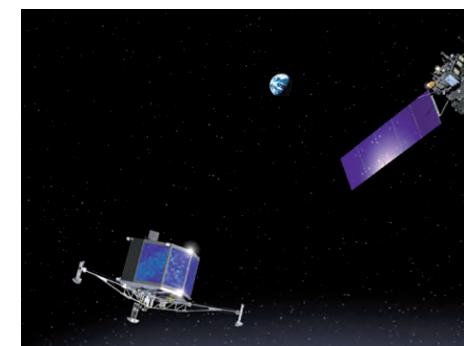
En bref

Le crash du vol MH17 dans l'est ukrainien : aucune conclusion hâtive.

Les Pays-Bas honorent les 298 victimes, dont deux tiers de nationalité néerlandaise, mais ne désignent aucun responsable en l'état actuel de l'enquête. **Loin de donner crédit aux photos satellite en possession des services secrets américains et allemands, et aux autres preuves désignant le bras armé de Moscou, les Pays-Bas entendent avancer à pas feutrés. Il va falloir des preuves concrètes au-delà de photos ou d'enregistrements.**

Rosetta: succès historique pour l'Europe spatiale.

Après un voyage de plus de 10 ans, long de 6,6 milliards de Kms, la sonde a libéré l'atterrisseur Philae sur la comète « Tchouri », témoin de l'histoire primaire de notre système solaire. **C'est une première dans l'histoire de l'humanité.** Ce succès on le doit à l'initiative publique combinée avec la coopération de 20 Etats européens, coordonnée par l'Agence spatiale européenne (ESA), distincte des instances de l'UE.



Le pétrole franchit à la baisse la barre des 80 \$,

pour la première fois depuis 2010, accusant une chute de plus de 30% depuis mi-juin. **Le ralentissement économique mondial pèse sur la demande, alors que l'offre de pétrole de schiste américain a franchi un record de 9 millions de barils par jour.** L'Arabie saoudite a choisi de défendre ses parts de marché en baissant ses prix. Plusieurs pays de l'OPEP vont être pénalisés (Venezuela, Nigeria, Libye, Irak...), ainsi que les productions coûteuses (pétrole de schistes, sables bitumeux du Canada, offshore profond de la mer du nord).

Les banques françaises sont massivement présentes dans les paradis fiscaux.

D'après une étude publiée par un groupe d'ONG anti-corruption, un tiers des filiales à l'étranger des 5 grandes banques françaises, dont BNP Paribas, sont situées dans les paradis fiscaux, le Luxembourg étant «leur paradis fiscal préféré» (117 filiales). Au total, 26% du chiffre d'affaires international de ces banques est réalisé dans ces centres financiers défiscalisés.



1500 communistes parmi lesquels 800 délégués venus de toutes la France se sont donnés rendez-vous les 8 et 9 novembre derniers pour la conférence nationale du Parti Communiste Français, ils ont pu débattre de la situation politique actuelle et surtout, participer de la réflexion et par la même de la mise en mouvement d'une véritable alternative à la politique menée par le gouvernement Valls. Une alternative sociale, politique et de gouvernement rendue plus que nécessaire de même que le rassemblement large pour la concrétisation de cette alternative. Dix communistes de la fédération de Loire-Atlantique, membres du conseil national ou délégués par leur section ont participé aux deux jours de débats, deux autres camarades du département les ont rejoints le dimanche pour travailler autour des thèmes proposés pour les ateliers du projet, vous trouverez ci-dessous leur réflexion sur ces deux jours. Les travaux ont été conclu par le secrétaire National du PCF, Pierre Laurent, dont nous vous livrons quelques extraits ci-dessous.

Conférence nationale

3

«L'alternative, c'est maintenant !»

Pierre Laurent - Discours de clôture de la conférence nationale

I. NOTRE PAYS, NOTRE PEUPLE PEUVENT CONNAITRE DES JOURS HEUREUX.

Nous refusons l'abaissement de la France et du débat politique. Nous lançons aujourd'hui un appel au pays tout entier.

Nous ne pouvons pas attendre l'arme aux pieds devant les petits calculs politiques, qui préparent déjà 2017, car ni François Hollande, ni Manuel Valls ne rassemblent la gauche, ne rassembleront une majorité populaire sur leur politique. Si nous voulons éviter le retour combiné de la droite et de l'extrême droite du Front national, lui (Manuel Valls) et son gouvernement devront laisser la place. C'est sans attendre que nous voulons travailler à une nouvelle majorité de gauche, un nouveau contrat de transformation sociale, écologique et démocratique, qui devra être mis en œuvre par un nouveau gouvernement et un nouveau premier ministre (...). Cette situation extrêmement dangereuse nous appelle au déploiement d'un immense effort de rassemblement politique pour une alternative de gauche capable de remettre en conquête les nombreuses forces disponibles laissées en friche par le pouvoir actuel. (...) C'est donc à une étape nouvelle, quantitativement et qualitativement nouvelle, de la démarche que nous avons engagée en créant le Front de gauche que nous sommes appelés. Une étape dans laquelle il nous incombe de prendre pour notre part en charge l'avenir de la gauche tout entière et pas seulement de la partie de la gauche que nous constituons.

Notre combat contre l'austérité, le chômage et la pauvreté est un combat européen. Il y a dix ans, en mai 2005, nous avons dit non à l'Europe libérale. Aujourd'hui, le combat contre l'austérité continue. Le pouvoir de François Hollande et de Manuel Valls, connaît une très grave crise de légitimité, car la très grande majorité des électeurs de gauche de 2012 ne veut pas de la politique conduite aujourd'hui, qu'ils ressentent à juste titre comme une trahison.



Ils veulent continuer. ET BIEN NOUS NE LAISSERONS PAS FAIRE.

II. POUR NOUS, L'ALTERNATIVE C'EST MAINTENANT !

Voilà ce que notre gouvernement de gauche ferait. *A ce moment de son discours, Pierre Laurent avance les grands axes de ce que pourrait être une politique de gauche : ...*

Tout cela ne sera possible qu'en réinventant et en refondant la République. **Oui, l'heure est venue de la VI^e République !** Les chantiers doivent être ouverts et accomplis... **Ces idées, nous les mettons au débat.** Toute cette ambition nouvelle, nous allons la porter dans **les prochaines élections départementales en mars 2015. Nous irons à cette bataille avec le Front de gauche pour protéger l'action publique, les services publics et la démocratie locale.** Ces élections sont une étape vers la construction de l'alternative à gauche. Nous ne laisserons pas faire la droite et l'extrême droite, qui veulent conquérir tous les pouvoirs locaux en 2015, sur la route de 2017. Nous présentons partout des can-

didats, des candidates et travaillons à ce qu'ils-elles incarnent un rassemblement de gauche contre l'austérité.

III. CET APPEL PRESSANT QUE JE LANCE A TRAVAILLER A UNE ALTERNATIVE EST AUSSI UN ENGAGEMENT

Les communistes n'ont jamais failli quand le sort de la France est engagé. Nous n'estimons pas avoir raison d'avance et tout seul sur les solutions à mettre en œuvre pour sortir le pays de la grave crise économique, sociale, politique et morale qu'il traverse. **Nous sommes disponibles pour travailler avec tous ceux qui veulent s'y frotter.**

S'il y a une chose dont je suis certain, c'est que l'alternative, nous ne pouvons l'écrire seuls. D'abord parce que ce projet communiste n'est pas un projet

pour le Parti communiste : c'est un projet pour la France, pour l'Europe et le monde. C'est pourquoi ce projet ne peut être qu'un projet de rassemblement. **A partir de janvier, je vais faire le tour de la France** pour aller à la rencontre de tous ces acteurs. Je veux écouter, entendre ce qui se dit, ce qui se pense dans les territoires, comment l'avenir s'y dessine pour anticiper ce que sera le monde.

Je lance, un appel à tous ; aux citoyens et citoyennes, au Front de gauche, aux forces de la gauche politique, aux écologistes. Nous savons ce qui s'annonce, l'échec historique programmé du pouvoir socialiste, la victoire possible de la droite, du Front national. Ce scénario peut être mis en échec. Aux communistes, aux militants et élus, je veux dire que nous avons une grande responsabilité. Je les appelle à mettre en œuvre ce que nous avons décidé ensemble, à travailler à ce rassemblement, Oui, au peuple de France, je lance un appel, vous connaissez tous le dicton, **à l'impossible nul n'est tenu, aujourd'hui je vous le dis, à tous, rêvons.**

Ils y étaient



Construire le rapport de forces politique directement avec les citoyens

Valérie L'Etrange - Section de Basse-Loire

Au cœur des débats l'idée forte et essentielle qui s'est dégagée est **le refus de la politique d'austérité du gouvernement Hollande-Valls.**

Il faut maintenant sortir de la confusion : **l'idée qu'une autre voie est possible à gauche.**

Au devant de la critique, la situation est bien trop grave pour ne plus rester dans l'entre-deux.

A l'aube des prochaines échéances électorales et plus précisément les élections départementales il est nécessaire de combattre la droite et l'extrême droite.

Pour le responsable communiste cette recherche de proximité répond à la volonté de rendre le parti le plus efficace possible.

Le maître mot est désormais de construire le rapport de forces politique directement avec les citoyens.

L'alternative c'est maintenant

Philippe Aoustin - Section de Brière

Face au désabusement ambiant un peu général que je rencontre tous les jours, même dans le milieu syndical, que je côtoie plus particulièrement, cela fait du bien de réfléchir à plusieurs, d'échanger sur ce marasme que connaît la gauche. **Notre pire ennemi étant cette résignation, il nous faut vite : ouvrir et construire une perspective de gauche sans raccourci possible.** Mais dans le même temps, plusieurs intervenants lors de la conférence nationale ont fait remarqué l'urgence absolue de la situation et que l'alternative c'est maintenant. Je partage ce point de vue, nous ne pouvons attendre ni 2017, ni les élections départementales de 2015, pour réagir. Hollande décompose la gauche, Valls veut fermer le cercueil de celle-ci mais tous les délégués ont décidé de faire un autre choix, pour connaître encore les jours heureux. A condition de changer le logiciel. Patrice Bessac, nouveau Maire de Montreuil, nous a expliqué comment aux dernières municipales, ils ont transformé l'énorme colère par le rassemblement. Un exemple à suivre...



Construire une alternative de gauche

Catherine Rougé - Section de Saint-Nazaire

Le ton grave du national nous place bien devant nos responsabilités immenses de communistes. Souffrance du pays, heures sombres qui menacent : **il y a URGENCE à construire une alternative de gauche et nous sommes comptables de l'avenir de la gauche toute entière.**

L'atelier « Construire l'égalité et le vivre ensemble contre toutes les discriminations » a travaillé sur les égalités à (re)conquérir, qui seront au centre du projet communiste en cours d'élaboration. Inégalités femmes/hommes, racismes, sont des formes différentes d'une même exploitation de la personne humaine. Le capitalisme ne fait pas de hiérarchie entre toutes les discriminations.

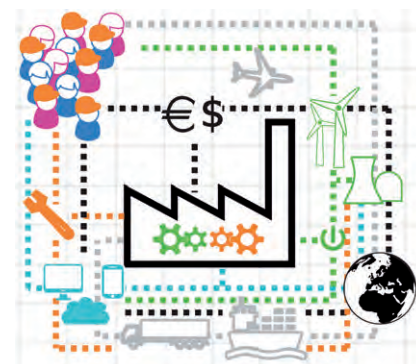
Ce système n'est pas irréversible. Le chemin choisi par le Parti pour y parvenir est celui de la construction d'un rassemblement capable de porter jusqu'au pouvoir les mouvements sociaux et politiques, c'est la construction d'un Front de Gauche populaire. Au travail !



Convention nationale sur l'industrie

Les 22 et 23 novembre, le PCF organisera une convention nationale sur la politique industrielle afin de débattre avec les acteurs de ce secteur, salariés, syndicalistes... de la politique nécessaire à mettre en place pour sauver l'industrie en France.

En Loire-Atlantique, Aymeric Seassau, secrétaire départemental de la fédération de Loire-Atlantique du PCF, Michel Laboureur, secrétaire du syndicat de la Seita, Yves Dévédec, syndicaliste Airbus, se rendront à cette conférence avant la clôture des Etats généraux de l'industrie en Loire-Atlantique le 27 novembre en présence de Pierre Laurent.



Convention sur l'industrie

4



Ils se mobilisent contre l'austérité

**30 000 à travers la France
1500 à Nantes**

Organisées par le collectif 3A, une trentaine de manifestations ont eu lieu à travers la France pour réclamer la fin des politiques d'austérité à la veille du vote du budget de 2015, et appelé à rassembler pour construire l'alternative dont la gauche a besoin.

A Nantes, ce sont 1500 personnes qui ont défilé, militants politiques (PCF, PG, Ensembles, NPA, POI, Nouvelle Donne...) syndicaux, associatifs, citoyens. Ils sont venus de tout le département, et pas seulement de la région nantaise, exprimer leur colère à l'encontre de ce "gouvernement qui ne fait pas une politique de gauche, et qui se plie aux exigences du Medef" dira Pierre militant communiste.

Ils se sont mobilisés à l'appel du collectif 3A soutenu dans le département par une intersyndicale CGT, FSU, Solidaires.

Dans la manifestation les slogans fusent contre le gouvernement Valls, dont les choix sont loin de ravir.

Une première mobilisation très large qui en appelle d'autres tant le mécontentement semble fort. "L'austérité, les salariés, les fonctionnaires la vivent au jour le jour, il faut que ça cesse, dans la santé, clairement, le manque de moyen, ce sont des risques pour les patients" dira cette infirmière parisienne de passage à Nantes. Un gouvernement et des choix qui ne passent pas, reste à construire l'alternative, un premier pas est franchi dans le rassemblement.



Etats Généraux de l'industrie 27 novembre 2014

Pierre Laurent, invité des travaux de clôture

Depuis plusieurs semaines maintenant, les communistes, à l'invitation de leur conseil national, partout en France, et en Loire-Atlantique, participent de la réflexion autour des enjeux industriels. Ils multiplient les rencontres avec les syndicalistes, certains d'entre eux ont témoigné dans ces colonnes, des élus, des militants politiques également.

A travers ces Etats Généraux les communistes insistent sur le fait qu'un nouvel essor de l'industrie est indispensable pour ouvrir des perspectives de développement humain durable dans notre pays.

Ce défi, le pouvoir en place est loin de le relever. Pour une prétendue relance de l'industrie, il consent à des dispositifs censés alléger le "soi-disant" coût du travail. Les communistes, quant à eux, mettent en débat la promotion d'un nouveau système productif apte à répondre aux défis techno-

logiques, sociaux et environnementaux. Pour eux, il s'agit de rompre avec la dictature de la financiarisation, des exigences de rentabilité à court terme, de faire barrage à la logique de baisse des coûts du travail, d'instaurer de nouveaux pouvoirs d'intervention des salariés, des usagers...

Ce sont tous ces sujets qui seront débattus à l'occasion de la clôture des Etats Généraux de l'industrie en Loire-Atlantique. Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, sera présent le 27 novembre pour la clôture des ces Etats généraux, il rencontrera des syndicalistes, visitera les Chantiers STX, et débattrà de ces enjeux avec Christophe Clergeau (PS), Jean-Philippe Magnen (EELV) au cours d'une soirée ponctuée par des interventions de syndicalistes en lutte. Le secrétaire National du PCF profitera également de sa venue en Loire-Atlantique pour inaugurer le nouveau local des communistes de Brière.

Le programme

**ÉTATS GÉNÉRAUX
DE L'INDUSTRIE**
LE GRAND DÉBAT
27 novembre 2014
Saint-Nazaire
20H30
Salon République
Le Paquebot - Avenue de la République
Pierre Laurent
secrétaire national du PCF
Christophe Clergeau PS
Jean-Philippe Magnen EELV
PCF
FRONT DE GAUCHE

Matinée

Pierre Laurent **visitera les chantiers STX** avec une délégation d'élus et de responsables communistes

12h00

Déjeuner et rencontre entre le secrétaire national du PCF, des élus et des syndicalistes du bassin nazairien

18h00 :

Inauguration du local de la section de Brière du PCF
A l'occasion de la fin de la réfection du local des communistes de Brière, le Secrétaire National du PCF procédera à l'inauguration du local rénové.
Grillades fraternelles à l'issue de l'inauguration

Rendez-vous au 30 rue pasteur à Trignac

20h30 :

**ETATS GÉNÉRAUX DE L'INDUSTRIE
LE GRAND DÉBAT**
Salon République
Le Paquebot - Avenue de la République
Saint-Nazaire

Afin de clore les Etats généraux de l'industrie en Loire-Atlantique, la fédération du PCF 44 organisera un grand débat

Animé par Antoine Denéchère - Journaliste

Intervention de syndicalistes en lutte

TABLE RONDE
en présence de

Pierre Laurent
Secrétaire National du PCF

Christophe Clergeau
1er vice-président de la région des Pays de la Loire chargé de l'économie - PS

Jean-Philippe Magnen
3e vice-président de la région des Pays de la Loire chargé de l'emploi - EELV



Pierre Laurent



Christophe Clergeau



Jean-Philippe Magnen

Libéralisation du travail dominical !

Le défilé d'un millier de salariés des grands magasins parisiens vendredi dernier pour protester contre la généralisation des ouvertures le dimanche ne fait pas broncher le Ministre Macron. Dans la dernière ligne droite avant la présentation mi-décembre du projet de loi sur l'activité, **Bercy veut que la réforme vise clairement à assouplir et élargir les ouvertures dominicales en n'hésitant pas à voir plus large que ce que recommandait le rapport Bailly remis fin 2013.** Le nombre d'ouverture pourrait ainsi passer de 5 au maximum (sur décision du maire) jusqu'à 12 demain (5 automatiques à sa guise, 7 via le maire).

PIQUE-NIQUE de lutte, le 16 octobre, place de la République, Paris, 11 heures 30

**TRAVAIL DU DIMANCHE
UNE SPIRALE
INFERNALE**

Le social au cœur

5

Aux urnes dans la fonction publique le 4 décembre 2014 !

Plus de 5 millions d'agents vont pour la première fois voter le même jour à des élections professionnelles pour élire leurs représentants dans les différentes instances et lieux de négociations les concernant. Ce scrutin découle des accords de Bercy signés en 2008 par six organisations syndicales, dont la CGT.

Conséquence de ces nouvelles règles, le 4 décembre prochain, tous les agents titulaires et non titulaires de l'Etat, des collectivités territoriales et de la Fonction publique hospitalière sont, comme les fonctionnaires de la Poste, de France Telecom et de la Caisse des dépôts et consignations, appelés à participer aux premières élections générales de la Fonction publique. **Ce scrutin est essentiel pour les agents publics qui participent, par l'intermédiaire de leurs représentants siégeant dans différentes instances consultatives, à l'organisation et au fonctionnement des services publics, à l'élaboration des règles statutaires et à l'examen des décisions individuelles relatives à leur carrière.**

Plus de 5 millions d'agents vont pour la première fois voter le même jour à des élections professionnelles pour élire leurs représentants dans les différentes instances et lieux de négociations les concernant. Ce scrutin découle des accords de Bercy signés en 2008 par six organisations syndicales, dont la CGT.



défendons le service public

Plus de 5 millions d'agents vont pour la première fois voter le même jour à des élections professionnelles pour élire leurs représentants dans les différentes instances et lieux de négociations les concernant. Ce scrutin découle des accords de Bercy signés en 2008 par six organisations syndicales, dont la CGT.

Pour la CGT Fonction publique et ses branches confédérales cette élection relève plusieurs significations. Dans un contexte où aux 15 milliards d'euros de baisse de la dépense publique au titre de la loi de finances 2014, le Gouvernement voudrait ajouter une nouvelle ponction de plus de 50 milliards d'euros, au détriment des moyens de l'Etat et de ses opérateurs, des

collectivités territoriales, de l'assurance maladie et des dépenses sociales.

Le syndicat veut réaffirmer à cette occasion que « les services publics constituent une des solutions pour répondre à la crise, satisfaire les besoins et les droits fondamentaux de toutes et tous, réduire les inégalités, œuvrer à la mise en œuvre d'une nouvelle logique de développement assurant la transition écologique. »

De son côté pour la FSU il existe « un vrai malaise dans la

fonction publique. Les agents se sentent oubliés, ils ont été beaucoup stigmatisés ces dernières années. Les services publics sont des investissements d'avenir. **L'argent qu'on n'engage pas aujourd'hui risque de coûter cher aux générations futures. »**

Pour atteindre un tel objectif, il faut rompre avec l'aggravation et l'accentuation des politiques d'austérité. De fait, c'est bien une véritable crise des finances publiques qui est volontairement organisée depuis plusieurs décennies. Elle trouve, entre autre, son origine dans la réduction des prélèvements fiscaux et sociaux sur le capital et ses revenus, les entreprises et les classes sociales les plus riches.

Suivi des aides publiques : un comité créé

Le Premier ministre a le Comité de suivi des aides publiques aux entreprises et des engagements mardi 4 novembre 2014, en présence du ministre des Finances et des Comptes notamment. **Comme annoncé par le Premier ministre lors de la Conférence sociale de juillet 2014, le comité du suivi du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) devient un comité de suivi et d'évaluation élargi à l'ensemble des aides publiques aux entreprises.**



Son objectif est de disposer d'évaluations de ces différents dispositifs d'aides publiques mobilisables par les entreprises et de contribuer à une connaissance partagée sur leur impact, notamment en termes de compétitivité, d'emploi et en fine de croissance.

Présidé par le Premier ministre et animé par France Stratégie, ce comité de suivi associe les partenaires sociaux, les représentants des administrations, des experts et des parlementaires.

La CGT première à réagir a accueillie favorablement la concrétisation de cette proposition qu'elle porte depuis plusieurs années. Il s'agit maintenant pour la centrale « de poursuivre pour que ce suivi soit décliné dans chaque région et revendiquer le droit pour les salariés des entreprises de suspendre les aides publiques.

Toujours plus d'austérité et toujours moins d'emplois

Selon la Banque de France, le nombre de **défaillances d'entreprise en France cumulées sur douze mois était toujours en hausse à fin septembre. De septembre 2013 à septembre 2014, 62 831 redressements ou liquidations judiciaires ont été recensés, soit 0,2 % de plus qu'entre 2012 et 2013.**

Ces données inquiétantes sont à mettre en parallèle de la révision à la baisse de notre taux de croissance (passage à 0,5 %) pour 2014 et pour 2015 où les 1,5 % semblent d'ores et déjà compromis pour des motifs intérieurs (faiblesse de la demande et crise du pouvoir d'achat) et extérieurs (capacités à exporter, risque-pays et tensions géopolitiques, par exemple avec la Russie, etc.).

Dans la même optique, il est opportun d'ajouter que certains analystes considèrent que le taux de défaillance ne peut s'inscrire en recul que si l'économie atteint 1,5 % de croissance annuelle. L'éclaircie actuelle qui a été avancé ici ou là est donc trompeuse compte tenu du climat général de l'économie française.



En bref

Label French Tech pour Nantes

Un label a été décerné à Nantes permettant un accès à de nouveaux moyens pour les entreprises numériques. Sur quinze dossiers, le label french tech a été attribué à neuf candidats : French Tech Aix-Marseille, Bordeaux Métropole numérique, Digital Grenoble, Lilleis French Tech, Lyon French Tech, Nantes Tech, Montpellier Métropole numérique, La French Tech Rennes, French Tech Toulouse », annonce Mme Lemaire au Monde.

L'idée, explique le ministre en charge du numérique, est de « valoriser les écosystèmes d'entreprises numériques existants afin d'impulser un mouvement local, mais aussi de les fédérer pour créer un réseau national ».

Sur un plan financier les métropoles labellisées pourront utiliser la marque French Tech à l'étranger afin de gagner en visibilité et bénéficier d'« opérations d'attractivité internationale », notamment lors de grands salons comme le CES de Las Vegas, ou des festivals tels que SXSW à Austin : à la clef un budget de 15 millions d'euros, géré par l'Agence française pour les investissements internationaux (AFII). En outre, Bpifrance investira 200 millions d'euros dans des programmes privés d'« accélération » de startups, et ce principalement (à 80%) dans les métropoles French Tech. Tous ces financements s'inscrivent dans le Programme d'Investissements d'Avenir.

Surfer sur les peurs et attiser la xénophobie !

Les Etats membres ne sont pas tenus d'octroyer des aides sociales à des étrangers ne cherchant pas de travail. Voici en substance la décision rendue par la cour de justice de l'union européenne le 11 Novembre. Instantanément et à l'unisson la classe politique au royaume uni a salué cette décision tout comme la plupart des partis populistes en Europe, à l'image du FN en France.

Rappelons qu'aucune donnée scientifique n'existe sur le fameux « tourisme social » qui voudrait que des étrangers s'installent dans nos contrées dans le seul but de percevoir des prestations. Cependant des statistiques fiables existent et démontrent que l'immigration rapporte plus de 12,4 milliards d'euros pour les finances publiques une fois soustrait les aides versées. Vous me direz, l'extrême droite s'embarrasse peu de chiffres et préfère surfer sur les fantasmes d'une population ultra précarisée par les politiques libérales.

L'exposition itinérante « Zoos humains » à Nantes :

Pendant plus d'un siècle (de la Vénus hottentote, en 1810 à la seconde guerre mondiale, en 1940), l'industrie de l'exhibition a fasciné des millions de visiteurs et a exhibé entre trente et trente-cinq mille figurants dans le monde entier. **Ces exhibitions humaines visent essentiellement à tracer une frontière et une hiérarchie entre prétendus « civilisés » et prétendus « sauvages ».**

Ce fut aussi, et le plus souvent, le premier contact visuel, la première rencontre, entre l'Autre et Nous. A travers cette exposition d'une vingtaine de panneaux, **le Groupe de recherche Achac et la Fondation Lilian Thuram Education contre le racisme**, souhaitent expliquer comment se sont installés les préjugés.

C'est un passé qu'il faut déconstruire et comprendre afin que la couleur de la peau et la culture d'un être humain ne soient plus un motif de rejet ou de discrimination. Par cette exposition qui fait étape au palais de justice, les francas associés à leurs partenaires proposent une série d'animations à destination des jeunes. **Du lundi au vendredi de 8h30 à 18h jusqu'au 2 janvier.**



Culture, idées

6

Voir

Des éclats filmiques aux « trois continents ».

Outre la compétition internationale, la 36^e édition du Festival des Trois Continents propose diverses rétrospectives (cinéma colombien, mélodrames, les printemps arabes...). **Nouveauté de cette édition, qui débute le 25 novembre: une décentralisation à Saint-Herblain et Bouguenais.**

Un hommage au directeur de la photographie chinois Yu Lik-wai, un autre à la cinéaste sénégalaise Khady Sylla, décédée l'an dernier; des « Eclats de mélodrames », au nombre de douze - la plupart des films sélectionnés étant accessibles au jeune public-un instantané du monde arabe en prise avec l'actualité; intitulé « Le cortège des printemps »...A tout cela s'ajoutent la sélection officielle et un espace convivial à Cosmopolis, ouvert jusqu'à 2 heures du matin, plus un focus sur le cinéma colombien en une trentaine de courts et longs métrages», le plus important panorama présenté en dehors de la Colombie » selon Jérôme Baron, directeur et programmateur du festival nantais.



Du 25 novembre au 4 décembre, à Nantes, mais également, pour la première année, à Saint-Herblain, au cinéma Lutétia, et à Bouguenais, au Beaulieu.

Le nombre des spectateurs reste stable, voire en légère hausse (25000 spectateurs en 2013).

Les Trois continents ont regagné une image conviviale et populaire. En France, c'est l'un des rares festivals à proposer des rétrospectives pointues, tout en étant attentif au grand public.

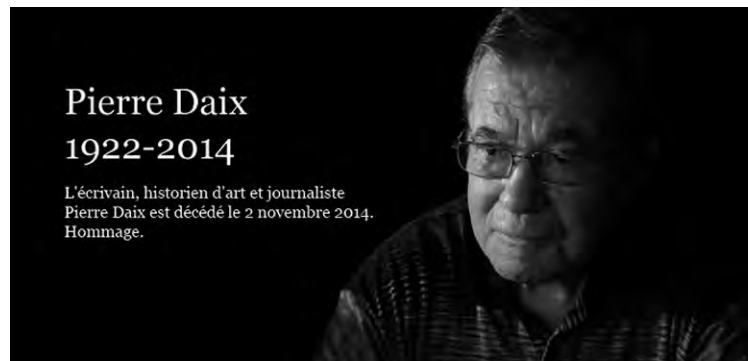
www.3continents.com/fr.

Un communiste dans l'Histoire...

Pierre Daix aura témoigné toute sa vie durant, à travers des engagements profonds, de la complexité du XX^e siècle. Petit banlieusard né à Ivry-sur-Seine, il grandit entouré de sa mère directrice d'école laïque et de son père gendarme pacifiste. Il à 14 ans quand éclate la guerre d'Espagne, 16 au moment des accords de Munich et 17 quand l'Allemagne envahit la Pologne. **Il appartient à cette génération qui comprit très tôt qu'elle n'échapperait pas à une nouvelle guerre.** Elève au Lycée Henri-IV, le cours de son prof de philo, marxiste, le convainc de devenir communiste l'année de son baccalauréat. Antifasciste avant tout, il est de ceux qui manifestent dès le 8 novembre 1940 contre l'éviction des professeurs juifs, et l'arrestation de Paul Langevin. **Arrêté puis interné, il va passer par les prisons de Vichy avant d'être déporté au camp de Mauthausen en mars 1944.**

Les mois qu'il y passera, aux côtés de communistes de toutes nationalités, seront déterminants. «Notre vie de tous les jours était héroïque... c'était au parti que nous le devions, à Staline... je m'identifiais à l'Armée rouge, frayant son chemin vers la victoire». A son retour de déportation en 45, à vingt trois ans, il est nommé chef de cabinet du ministre communiste du Général De Gaulle, Charles Tillon. Mais l'expérience tourne court en 1947 avec le plan Marshall et l'exclusion des ministres communistes. **L'après guerre c'est très vite deux blocs qui se font face, et bientôt la terreur nucléaire.**

Commence alors une autre vie, consacrée à la critique d'art et à l'écriture de romans et d'articles. D'abord co-directeur des Editions sociales qui publient les textes fondateurs du marxisme, il dirigera ensuite les Lettres françaises, le grand hebdomadaire culturel du PCF. Il en sera le rédacteur en chef de 1948 à 1972, après un passage au quotidien Ce soir, proche du parti communiste. C'est **Paul Eluard** qui le conduit dans l'atelier du peintre espagnol, dès la fin de la guerre. Picasso veut le regard d'un rescapé des camps face à sa grande toile



« Le Charnier ». Leur amitié va se nouer lors d'une visite commune au camp d'Auschwitz en 1948, mêlant la résistance et le communisme. **L'écrivain publiera une quinzaine d'ouvrages sur le peintre, dont un magistral Dictionnaire Picasso.**

Au cœur de la presse communiste et aux côtés des plus illustres, à commencer par Aragon dont il est le proche collaborateur, Pierre Daix oscille entre

fidélité au passé et remise en cause lucide. **Il va se trouver au cœur des contradictions de l'époque et du PCF.** Lors d'un voyage à Prague en 1950 il rencontre Arthur London et comprend à quel point il est isolé. C'est lui qui fera « passer » le tapuscrit de « **l'Aveu** ».

En février 53, Aragon et Elsa Triolet reviennent de Moscou où règne une atmosphère délétère et antisémite liée au « procès des blouses blanches », accusant faussement des médecins juifs de complot. Début mars après la mort de Staline, c'est lui qui va voir Picasso pour un portrait à la une des Lettres. Le dessin peu académique va déclencher au sein du PCF une campagne houleuse contre Aragon. En 1963, c'est encore lui qui incite par Elsa Triolet, préface la traduction française **d'une journée d'Ivan Denissovitch**, le premier des livres de Soljenitsyne sur l'univers concentrationnaire en URSS.

Au début des années 70, il finit par rompre avec le PCF. C'est l'aboutissement d'un long déchirement que vit l'ami de Pablo Picasso et René Andrieu, directeur de l'Humanité, l'amoureux de Stendhal, rompre des lances dans des joutes fratricides.

Il épouse la fille d'Arthur London, perd le lien avec les communistes. Soljenitsyne installé en Suisse commence à rêver au retour de la Sainte Russie Orthodoxe. Pierre Daix, lui, retrouve une tribune au **quotidien de Paris**, classé à droite, de 80 à 85, puis au **Figaro littéraire**. Son dernier bonheur avant sa mort aura été de visiter le musée Picasso rénové, comme un dernier salut à son ami... hélas en compagnie du collectionneur-millionnaire François Pinault, dont il était devenu un des plus proches.

Quelle nouvelle Odyssée de l'espace ...?

Le réalisateur britannique Christopher Nolan, signe avec « **Interstellar** » une odyssée spatiale vertigineuse et le film de science-fiction le plus attendu de l'année d'après le JDD. Sa démarche lorgne plus du côté de **2001 l'Odyssée de l'espace** que du spectaculaire *Gravity* sorti il y a juste un an. **L'homme a trop joué avec la Terre, il est temps d'aller voir ailleurs, à la recherche d'une planète de secours...**

Pierre Bordage écrivain de science-fiction, président pendant 11 ans du festival nantais des **Utopiales**, pense que, «Les gens acceptent plus facilement la SF par le cinéma que par la littérature... ». Cependant, « Les jeunes s'aperçoivent qu'elle permet de **repenser le présent, de savoir où l'on va** ». **Marx aurait pu dire de « savoir où l'on est ».** Car, c'est moins l'exaltation de la conquête d'une nouvelle frontière qui inspire l'écriture, que la fuite éperdue devant la faillite d'un système planétaire sans perspectives...



Comme en écho à la situation de crise, l'actualité spatiale depuis quelques mois cumule les échecs, reflets d'une course au moindre coût, et au fantasme égotiste. La désintégration en vol expérimental du vaisseau subor-

bital **SpaceShipTwo** donne un coup d'arrêt au « tourisme spatial » promis à 700 inscrits (250.000 \$ pour 5 minutes en apesanteur). Une **fusée Antares** à destination de la station spatiale internationale a explosé lors de son décollage (partenariat privé de près de 2 milliards de \$ avec la NASA pour diminuer les coûts)...

Le cliché (ci-contre) du système Terre-Lune est un des plus beaux acquis par un engin spatial. Nous le devons à Chang'e 5-T1, une sonde chinoise, qui nous montre la Lune sous un angle que nous n'avons pas l'habitude de voir, avec une partie de la face cachée. **Aucun média occidental n'a évoqué l'évènement.**

Le principal objectif de cette mission est de revenir sur Terre et de s'y poser. C'est la répétition générale en vue du retour d'échantillons lunaires que prévoit de réaliser la Chine à partir de 2017...

Une nouvelle Odyssée qui ne sera pas de la Science Fiction ?

0.9% devrait être le taux de revalorisation des bases des impôts locaux.

L'amendement prévoyant cette évolution a été adopté le 13 novembre à l'assemblée nationale. Ce taux correspond aux prévisions d'inflation pour 2015.

«A titre personnel, je ne suis pas favorable au transfert des collèges et des routes à la Région»

Alain Rousset, Président de l'Association des Régions de France, au congrès de l'Assemblée des Départements de France.

Si le consensus entre les élus locaux pour la conservation des compétences départementales se fait jour, le débat risque davantage de porter à l'avenir sur le maintien de la compétence générale.

Au cœur des collectivités

7

Assemblée générale de l'association des élus communistes et républicains Mobilisé au service de l'intérêt général !

C'est à Couëron, le vendredi 13 novembre 2014 que s'est déroulée l'assemblée générale de l'ADEC44. Un ordre du jour serré pour des questions aux larges conséquences : la préparation du Congrès national de décembre 2014 et le renouvellement du bureau qui a la charge de faire vivre l'association dans la prochaine période.

L'introduction du Président Marc Justy marquée par le congrès à venir. Le constat est rude car «C'est la possibilité même d'une politique de gauche dont doute aujourd'hui l'opinion». Cependant, même chez les élus, «des voix s'élèvent de toute part dans les majorités de gauche et, même parmi les plus suivistes un sourd grondement de contestation se fait entendre». Il y a donc possibilité de victoires sur deux axes : débat public suivi d'un référendum national sur la réforme des collectivités territoriales et lutte contre les politiques d'austérité dont celles imposées aux collectivités.

Dans la période, quel rôle s'assignent les élus communistes et républicains ? «Nous sommes les porteurs des besoins humains là où les politiques d'austérité visent à augmenter la rentabilité du capital». Ils s'agit ainsi de populariser leurs propositions : Vaincre la crise du logement : augmentation des aides à la pierre, doublement du plafond du livret A, rétablissement du 1% logement. Justice fiscale : aligner l'imposition des reve-



Mais élus motivés !

nus du capital sur ceux du travail, révision de la valeur locative cadastrale, réforme de l'impôt sur les sociétés permettant l'égalité de traitement de l'artisan à la transnationale. Démocratie : droit de vote pour les résidents étrangers, généralisation des scrutins proportionnels et convocation d'une assemblée constituante pour une VI^{ème} République plus sociale et plus démocratique. Pour les collectivités : maintien de la clause générale de compétence, défense de la commune, mise à plat et bilan des lois de décentralisation».

La discussion s'enclenche alors, comment mener bataille? Le rassemblement des forces est nécessaire bien sûr, mais le contenu compte. «Nous passons très souvent pour des conservateurs, sur la défensive, au contraire nous devons mener campagne sur nos propositions». «Quand on est dans la minorité, on peut emmener les citoyens avec nous sur des sujets ponctuels, des choses dont ils n'ont pas conscience». La diversité des situations exige plus que jamais une meilleure circulation de l'information dans l'association afin d'augmenter son efficacité. La soirée avançant, les nouveaux membres du bureau de l'ADEC44, renouvelé aux deux tiers, sont désignés ainsi que nouveau président : Gilles Bontemps, qui insiste : ceux qui ne sont pas ou plus au bureau pourront être mis à contribution.

Conseil de la CARENE

Non à l'Usufruit Social Locatif !

**LE LOGEMENT
DEVIENT UN LUXE
NOUS EN FERONS
UN DROIT !**

Lors du conseil communautaire de la CARENE du 4 novembre le groupe communiste et républicain n'a pas voté la délibération sur l'Usufruit Social Locatif (USL), outil issu de la loi ENL sous Borloo remis au goût du jour par la loi ALUR. Il consiste à démembrer la nue-propriété et l'usufruit d'un logement pour une période de quinze à vingt ans : l'acheteur du logement bénéficie d'une ristourne allant jusqu'à la moitié de la valeur actuelle du bien, en cède l'usufruit à un bailleur social qui va louer ces logements en PLUS (Prêt Locatif à Usage Social).

Pendant ce temps, le propriétaire ne perçoit pas les loyers et ne paie aucun impôt sur le bien. A l'issue des quinze ans, il ne paiera pas d'impôt sur la plus-value s'il revend le logement. Le bailleur social aura l'obligation de remettre le logement à neuf et de reloger les locataires.

Ce dispositif n'est accessible qu'à des fortunes suffisantes qui bénéficieront des exonérations fiscales énormes et d'achats de biens à des prix défilant toute concurrence.

Les élus communistes jugent ce partenariat public/privé dangereux pour l'avenir du service public de l'habitat même s'il ne concerne que 4 % de la production prévue au PLH pour une

Avenir des départements

Valls, la volte face ?



Le 28 octobre, au Sénat et le 6 novembre devant l'assemblée des départements de France, le gouvernement s'est expliqué sur la réforme territoriale. Fini le discours prescriptif sur la liquidation de la collectivité départementale en 2020, les conseillers généraux seront invités à réfléchir au nouveau paysage institutionnel dans les années futures, qui seront marquées par le développement des intercommunalités. Le projet de loi sur la nouvelle organisation territoriale de la République devrait ainsi voir quelques transformations. Par exemple : les schémas intercommunaux des services publics pourraient être transformés ou complétés par un schéma départemental. Le Big-Bang annoncé serait moins violent que prévu, à moins que la stratégie soit de vider le département de sa substance via les Conférences Territoriales de l'Action Publique plutôt que par la loi. Autre sujet abordé : le financement des compétences départementales : si les dispositifs pour 2014 sont maintenus et l'intégration du potentiel corrigé serait intégré au calcul de redistribution du fonds de solidarité, la revendication concernant la recentralisation du financement du RSA n'a pas été entendue.

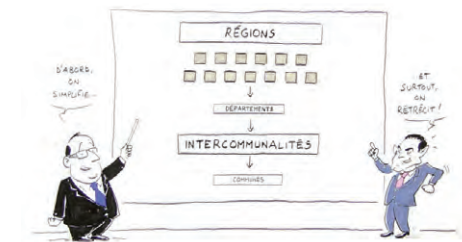
En bref

Gorges, Conseil Municipal du 6 novembre : le budget supplémentaire et le recensement pose question

La baisse des dotations de l'Etat a bon dos quand il s'agit d'augmenter les taux ! Bien que voyant ses finances fortement augmenter d'année en année malgré l'austérité et par une sous estimation de ses ressources. Les élus communistes et républicains demandent que soient examinés les moyens de diminuer la pression sur le porte feuille des citoyens (cantine, périscolaire...).

La question de la rémunération des agents recenseurs a donné lieu à intervention. La pénibilité du travail et sa nature précaire semble ne pas avoir été suffisamment prise en compte pour les futurs vacataires. Le groupe des élus communistes et républicains demande ainsi une augmentation de 20% des émoluments dédiés à ces employés temporaires.

Expliquer simplement les enjeux de la réforme territoriale : vidéo le Hold-up démocratique !



Il n'est pas toujours facile de lancer le débat sur les questions intentionnelles. En un peu plus de 5 minutes, les grandes lignes sont posées : affaiblissement des collectivités, compartimentation des compétences, reconcentration des pouvoirs...

A retrouver sur internet : http://www.dailymotion.com/video/x2a077c_ep-25-le-hold-up-democratique_news

Ouvrons-là

La précarité énergétique

Par Rémi GIRAUDON



Une personne se trouve en situation de précarité énergétique lorsque plus de 10% de son revenu est consacré à l'énergie (chauffage, éclairage...). **Aujourd'hui, la précarité énergétique concerne plus de 3 millions de ménages français et on estime qu'un cinquième de la population européenne est touché.** Pire, plus d'un français sur deux atteint par ce grave problème serait retraité. En effet, les personnes âgées sont durement touchées par cette précarité du fait de la baisse, parfois sensible, des revenus lors du passage à la retraite. Cette situation est inacceptable et pourtant, elle s'aggrave. En effet, les géants que sont Total (fioul domestique) et GDF-Suez (gaz), qui suivent des logiques capitalistes, n'ont de cesse d'augmenter les prix malgré les tentatives de régulation de l'Etat. **Ainsi entre 2005 et 2011, le prix du gaz a augmenté de 60% et celui du fioul domestique de 95%.** Cela nous permet de constater que l'énergie est soumise à la spéculation alors même qu'il s'agit d'un besoin élémentaire pour nous tous. Pourtant, cette situation peut être évitée, comme nous le montre l'exemple d'EDF. L'Etat est actionnaire majoritaire à hauteur de 84% et les prix ont relativement peu évolué ces dernières années (+ 7%). Et cela sans mettre en péril la bonne santé économique de cette entreprise qui génère des bénéfices. Il est donc possible d'alimenter la population en électricité sans spéculer et en réalisant tout de même des bénéfices. Par ailleurs, **il faut souligner que la transition énergétique passera par des investissements lourds en terme de recherche et de développement pour réduire notre empreinte carbone.** Si l'on pouvait compter sur les bénéfices colossaux des géants privés de l'énergie (8 milliards pour Total et 4 milliards pour GDF-Suez) et non seulement sur ceux d'EDF (3,6 milliards), il serait possible d'imaginer l'éradication de la précarité énergétique ainsi qu'une vraie avancée en matière de transition énergétique.

Université de Nantes : référendum étudiant contre l'austérité



Face aux coupes budgétaires qui touchent de plein fouet les universités, les étudiants se mobilisent. A Nantes, du 19 au 21 novembre les étudiants sont appelés à se prononcer pour une université de qualité dans le cadre d'un référendum national organisé à l'initiative de l'UEC et de 131 associations étudiantes partout en France.

Depuis 2008 et le passage à l'autonomie, les universités ne peuvent plus fonctionner correctement car les dotations de l'État diminuent. Les suppressions de filières s'enchaînent. **Partout, les universités peinent à accueillir et former les étudiants. Leur déficit explose.** A Nantes, un plan de coupes drastiques a été mis en place. Malgré des effectifs étudiants en hausse, **cinquante postes d'enseignants et vingt-six de personnels** de bibliothèques, de service, de santé, d'administratifs, de techniciens ont été gelés. En lettres, sociologie, psychologie, en anglais **les effectifs des groupes de TD ont explosé** passant de 35 à 45/50 du fait de la mise en place du « surbooking » comme dans les avions. L'administration mise sur l'échec ou l'absentéisme des étudiants.

Les bibliothèques universitaires ont vu leur budget pour l'achat de livres neufs divisé par deux.

Enfin, les composantes « volontaires » mettront en place un contingentement de leur formation à la rentrée 2015, cela signifie le début d'une sélection à l'entrée de l'université.

Au niveau national, la secrétaire d'état à l'Enseignement supérieur et la Recherche **a admis qu'une économie de 400 M€ a déjà été réalisée sur la période 2012/2014. Elle indique que « la stabilisation du budget de l'ESR implique de réaliser 1,6 Md€ d'économies sur 2015-2017 ».** Cela représente des économies quatre fois plus importantes que ce que l'ESR a supporté ces trois dernières années...

Ces lourds problèmes budgétaires contribuent à l'échec massif des étudiants. Pourtant, des solutions existent pour sortir de l'impasse avec un réinvestissement budgétaire de l'État. Chaque année, **6 milliards d'euros sont gaspillés dans le crédit impôt recherche. Inutile et inefficace selon la Cour des comptes, le CIR devrait être supprimé.**

Pour obtenir ces mesures nécessaires pour la réussite des étudiants, la mobilisation commence partout en France avec le référendum et continuera tout au long de l'année.

Le dépouillement du référendum étudiant de Nantes aura lieu samedi 22 novembre à 18h à la fédération du PCF et MJCF 44 au, 41 rue des Olivettes 44000 Nantes.

Après le dépouillement :
**BANQUET
DES JEUNES COMMUNISTES**

A partir de 19h00

Au siège de la Fédération
(41 rue des Olivettes à Nantes)

Vite lu...

Huma-Café

La prochaine édition de l'Huma café aura pour thème :

Mondialisation : sommes-nous condamnés à l'impuissance ?

Le monde globalisé du capitalisme financiarisé suscite un sentiment d'impuissance devant sa complexité déroutante et un sentiment de révolte face aux monstruosité que ce monde produit. "C'est trop compliqué, je n'y peux rien". Faut-il se résigner ? Davos ou Porto Alegre ? Comment penser l'alternative et l'engager ? Investissant notre "temps de cerveau disponible", le néolibéralisme n'est pas qu'une théorie économique. Il s'est incrusté dans les têtes. **L'imaginaire néolibéral paralyse la pensée critique. En quoi consiste-t-il ? Que faire alors ?**

Cela pose alors la question de la démocratie - démocratie des profondeurs - traversée aujourd'hui partout dans le monde par un double conflit: social et identitaire. Comment résoudre ce conflit des conflits ?

Philosophe et citoyen commun, André TOSEL veut exercer son droit de penser et d'espérer un futur. Il aborde dans son dernier livre ces trois interrogations majeures de notre temps dans un esprit d'éducation populaire ("Hâtons-nous de rendre la philosophie populaire" disait Diderot).

André TOSEL exposera son analyse et en débattrà avec vous, débat animé par Vincent MAGRE, professeur de philosophie.

Vendredi 28 novembre

De 18H à 20H

**Au Lieu Unique (salon de musique)
à Nantes**

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU

Commission paritaire : N° 0315 P 11519

Imprimerie : IMPRAM Lannion

Composition : Publihebdo Locminé

Responsable de la rédaction :

Jérôme TURMEAU

NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes

Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36

e-mail : redac.nla@orange.fr

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :

Marie-Annick BENÂTRE

Pedro MAIA

Mireille PERNOT

Robin SALECROIX

André MAURICE

Gauthier LORTHIVOIS



Je M'abonne aux Nouvelles de Loire-Atlantique

Parce qu'un journal, c'est un lien entre ceux qui l'écrivent et ceux qui le lisent, parce que les Nouvelles de Loire-Atlantique ont un positionnement original et unique parmi la presse départementale, parce que ce lien, cet apport doit perdurer pour faire vivre la parole singulière qui est celle de votre journal, pour donner la parole aux acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l'actualité, soutenez et abonnez-vous aux Nouvelles de Loire-Atlantique.

NOM : PRENOM :

ADRESSE :

TEL : EMAIL :

Je m'abonne pour un an et verse un chèque de 15 euros

Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de€

Chèque à l'ordre de PCF44

A renvoyer à NLA - Bulletin d'abonnement, 41 rue des Olivettes, 44000 NANTES